



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



TTM ENVIRONNEMENT

297 Chemin de l'Ecluse
ZI Pré à Varois
54670 CUSTINES

Références : GK/NW/1695_2022
Code AIOT : 0006200137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement TTM ENVIRONNEMENT implanté 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 CUSTINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TTM ENVIRONNEMENT
- 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 CUSTINES
- Code AIOT : 0006200137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société TTM Environnement est autorisée par l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié à exploiter sur la commune de Custines des installations de transit et traitement de déchets non dangereux de métaux, de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, de déchets non dangereux non inertes, ainsi qu'une installation de traitement de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'épandage des cendres de bois sous foyer

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Caractérisation de la matière	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41	/	Sans objet
2	Caractérisation des sols	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41	/	Sans objet
3	Adaptation de la dose	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 39	/	Sans objet
4	Périmètre d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38	/	Sans objet
5	Respect des interdictions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 37	/	Sans objet
6	Modalités de stockage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le stockage, la livraison et l'épandage des cendres de bois sous foyer issues de chaudières biomasse sont réalisés selon les dispositions de l'arrêté du 02/02/1998. Aucun écart n'a été constaté par l'Inspection des installations classées lors de cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractérisation de la matière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, S'assurer de la valeur agronomique et de l'innocuité de la matière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I : Le programme prévisionnel comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) <p>II-3° : Les effluents ou déchets sont analysés lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques et composés organiques.</p> <p>Ces analyses portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le taux de matière sèche ; - les éléments de caractérisation de la valeur agronomique parmi ceux mentionnés en annexe VII c ; - les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les déchets ou effluents au vu de l'étude préalable ; - les agents pathogènes susceptibles d'être présents. <p>En dehors de la première année d'épandage, les effluents ou déchets sont analysés périodiquement.</p> <p>La nature et la périodicité des analyses sont fixées par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>II-1° : Le cahier d'épandage comporte les informations suivantes (...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées (...) sur les déchets ou effluents avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation <p>Constats : Le bilan de la campagne d'épandage 2021 correspond au programme prévisionnel. La valeur agronomique des cendres ainsi que leur innocuité et le respect des valeurs limites sont présentés dans ces documents et sont cohérents avec l'article 1.2.7.4 de l'Arrêté Préfectoral n°2017-1984 du 07/03/2019.</p> <p>Le pH des cendres est supérieur à 8.5.</p> <p>Afin de justifier de sa conformité à l'Article 39 alinéa I. 1° de l'arrêté du 2 février 1998 : "Le pH des effluents ou des déchets est compris entre 6,5 et 8,5. Toutefois, des valeurs différentes peuvent être retenues sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable.", l'exploitant a étayé de la manière suivante l'intérêt d'un amendement ayant un pH élevé dans le dossier de porter à connaissance pour l'extension au périmètre d'épandage initial pour les cendres de bois sous foyer du 13/01/2022 :</p> <p>"Les cendres affichent un pH fortement basique (supérieur à 10 en moyenne), un phénomène expliqué majoritairement par des teneurs importantes en calcium minéral.</p> <p>Les cendres de biomasse constituent donc un produit intéressant pour le chaulage de parcelles agricoles à tendance acide et/ou présentant des problèmes de battance (sols limoneux) et/ou des problèmes de densité (sols « lourds » argileux)."</p> <p>L' Arrêté Préfectoral n°2017-1984 du 07/03/2019 autorise l'épandage de ces cendres (cet arrêté a été modifié en 2022, postérieurement à la campagne d'épandage 2021 contrôlée lors de cette inspection).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Caractérisation des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Aptitude du sol à recevoir les déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I : Le programme prévisionnel comprend : <ul style="list-style-type: none">- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable II-4° : Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence tel que défini à l'article 38, alinéa 7* : <ul style="list-style-type: none">- après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ;- au minimum tous les 10 ans Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au tableau 2 de l'annexe VII a et sur tout autre élément ou substance visé par l'APA.
Constats : Le programme prévisionnel d'épandage des cendres de bois sous foyer - Campagne 2022 du 15 juin 2022 présente en page 19 un suivi analytique des sols qui ne présente pas la caractérisation de leur valeur agronomique. Sur demande de l'Inspection des installations classées, l'exploitant a transmis ces éléments portant sur les paramètres mentionnés en annexe VII c de l'arrêté du 02/02/1998. Ces éléments seront inclus dans les prochains programme prévisionnels comme le stipule l'article 41 de l'arrêté du 02/02/1998. Ces analyses ont moins de 10 ans. Les trois parcelles présentant une teneur en nickel supérieure à 75 mg/kg de matière sèche sont exclues du plan d'épandage. Les parcelles présentant une teneur en nickel supérieure à 50 mais inférieure à 75 mg/kg de matière sèche correspondent aux dispositions particulières de l'arrêté préfectoral n°2017-1984 du 07 mars 2019 (cet arrêté a été modifié en 2022, postérieurement à la campagne d'épandage 2021 contrôlée lors de cette inspection). et sont donc aptes à l'épandage. Les analyses des sols en un point de référence, représentatif de chaque zone homogène pour les parcelles prévues à l'épandage listées à l'annexe 3 du programme prévisionnel 2022 ont été réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Adaptation de la dose

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Apport des éléments utiles aux cultures sans excéder les besoins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4°-II : La dose d'apport est déterminée en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ; - des besoins des cultures en éléments fertilisants, tous apports confondus ; - des teneurs en éléments fertilisants dans le sol et dans le déchet ou l'effluent et dans les autres apports ; - des teneurs en éléments ou substances indésirables des déchets ou effluents à épandre ; - de l'état hydrique du sol ; - de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années. <p>Pour l'azote, ces apports (toutes origines confondues) ne dépassent pas les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur prairies naturelles, ou prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350kg/ha/an - sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200kg/ha/an (peut être supérieure sous conditions) - sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté (sauf si autorisation par le préfet et dans les limites de 200kg/ha/an) <p>Dose finale retenue pour les déchets solides ou pâteux < ou = 3 kg de matière sèche par m²</p>
<p>Constats : La dose d'apport est bien déterminée en fonction des critères listés à l'article 39 de l'arrêté du 02/02/1998.</p> <p>Concernant les teneurs en éléments fertilisants dans le sol, le programme prévisionnel 2022 précise uniquement :</p> <p>"La grande majorité des sols du périmètre d'épandage présente des teneurs faibles en K₂O avec des CEC moyennes."</p> <p>K₂O est effectivement le paramètre limitant dans le calcul de la dose de cendres à épandre par rapport au besoin des cultures. Et les éléments transmis sur demande de l'Inspection des installations classées concernant la valeur agronomique des sols montrent des concentrations en K₂O négligeables dans ce calcul.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Périmètre d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Définition et dimensionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'étude préalable comporte : 2° la représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude et des zones aptes à l'épandage ; 3° la représentation cartographique, à une échelle appropriée, des parcelles aptes à l'épandage et de celles qui en sont exclues, en précisant les motifs d'exclusion ; 4° la liste des parcelles retenues avec leur référence cadastrale ; 5° l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances qui pourraient résulter de l'épandage
Constats : La cartographie du parcellaire définit les zones aptes à l'épandage ainsi que les zones exclues en prenant en compte les contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances qui pourraient résulter de l'épandage. La surface épandable de 109,98 ha définit dans le programme prévisionnel 2022 est cohérente avec la production de cendres estimée de 1290 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Respect des interdictions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Restrictions liées au calendrier d'épandage et conditions météorologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il : L'épandage est interdit : - pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé (exception faite des déchets solides) ; - pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ZV – respect des périodes d'interdiction d'épandage définies le cahier de mesures nitrates – fiche 1 (ici)
Constats : L'épandage 2021 des cendres a été réalisé de juillet à octobre comme inscrit dans le programme prévisionnel. Les conditions météorologiques lors des épandages 2021 sont rapportées pour chaque parcelle dans le bilan des épandages. En 2021, elles étaient toutes "bonnes", ce qui est cohérent avec le choix des dates de livraison décidé en fonction des moissons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Modalités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, Dimensionnement adapté et caractéristiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I : Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>II : Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à 48h ; - toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; - le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage par l'article 37 (tableau de l'annexe VII b) sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ; - le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; - la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de 3 ans. <p>Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à 48h ; - toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; - le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage par l'article 37 (tableau de l'annexe VII b) sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ; - le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; - la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de 3 ans. <p>L'APA fixe les prescriptions techniques applicables pour les dispositifs d'entreposage et les dépôts temporaires.</p>
<p>Constats : Les cendres ne sont épandues qu'en été et les quantités produites doivent donc être stockées sur une année.</p> <p>Afin d'assurer une traçabilité des cendres en fonction de leur chaudière d'origine et de ne pas mélanger des lots qui seraient potentiellement non conformes à l'épandage avec les autres, chaque case ne contient que des cendres d'une même chaudière. Le volume des cases est suffisant pour stocker les quantités estimatives produites par les chaudières en une année.</p> <p>Les cendres sont stockées sur rétention.</p> <p>L'Inspection des installations classées n'a constaté aucune gêne ou nuisances pour le voisinage (pas d'envol de poussières ni d'émanation d'odeur).</p> <p>Les points de livraison sur les parcelles sont définis selon les distances définies dans l'Annexe VII b de l'Arrêté du 02/02/1998.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet